

Conseillers d'Etat et Députés romands à Bruxelles :

« Les bilatérales Suisse – Union Européenne sur la sellette »

*** ** ***

Sous l'égide du FIR (Forum Interparlementaire Romand- www.forum-fir.ch), une délégation d'une **trentaine d'élus des Parlements romands a effectué un voyage d'information à Bruxelles du 28 au 29 novembre 2013. Une** large représentation de la Conférence des gouvernements de Suisse occidentale (CGSO) a partagé un certain nombre de visites et d'échanges avec les parlementaires romands. C'est la première fois que des représentants des pouvoirs exécutifs et législatifs des divers cantons romands se rendent ensemble dans la capitale européenne et belge. Ceci est un message fort que toutes les Autorités politiques sont concernées, ensemble, par les développements politiques et économiques européens. Une meilleure compréhension des enjeux à ce niveau institutionnel, ne peut qu'améliorer les futurs débats politiques que nous ne manquerons pas d'avoir en Suisse et dans nos cantons, sur les questions fiscales, économiques et institutionnelles. D'autre part, des échanges, en ligne directe entre Conseillers d'Etat et députés, sur les diverses nouveautés politiques européennes, ou expériences régionales au sein de l'Union Européenne (UE), participent à une amélioration de l'efficacité politique de nos institutions.

Les différents entretiens ont conforté les participants au voyage de la volonté et du professionnalisme des négociateurs suisses à Bruxelles, obligés de rappeler constamment l'apport économique substantiel de notre pays à l'UE (1.5 milliard d'euros d'échanges par jour ouvrable ; 2 millions d'emplois aux ressortissants de l'UE - en Suisse et dans l'Union ; 5-600'000 Suisses dans l'UE). Dans les faits, les pressions sur la Suisse en matière de fiscalité (fiscalité des entreprises, accords de double imposition, fiscalité de l'épargne, fiscalités des cantons, etc.) ou pour l'ouverture du marché de l'électricité vont continuer. La poursuite du bilatéralisme est certes envisageable mais sur une voie de plus en plus étroite qui dépendra, fondamentalement, des résultats des prochaines votations fédérales en Suisse.

L'initiative UDC sonnera le glas

Un vote en février prochain réservant un traitement inégal à la Croatie, dernier pays ayant rejoint l'UE, par rapport à ses autres membres, entraînerait l'arrêt d'une vingtaine d'accords dans les autres domaines ; la résiliation en sera automatique dans les 6 mois. Notre délégation a compris le formidable enjeu que constituent ces votations; la classe politique, législative autant qu'exécutive, a un rôle capital à l'expliquer aux citoyens suisses avant le 9 février. Alors qu'un équilibre global a été trouvé avec l'UE avec toute une série d'accords, allant des échanges de marchandises, des transports, de la reconnaissance des diplômes, de la sécurité sociale, à la justice et au droit à la libre circulation des personnes.

En ce qui concerne plus spécifiquement le programme du FIR-Forum Interparlementaire Romand, l'accent a été porté sur des rencontres avec des présidents de régions, pour comprendre la participation de ces dernières au processus d'intégration européenne, ainsi que leur expérience de l'évolution du fédéralisme de leur pays à l'épreuve de l'Union Européenne. Dans le même ordre d'idée, les députés ont été intéressés d'entendre

comment une autre région, telle que la Wallonie, assure sa promotion économique, alors qu'elle fait partie d'un pays membre de l'UE. La délégation du FIR a pu constater que bien des régions d'Europe - comme le Bade-Wurtemberg, énorme, ou la partie germanophone de la Belgique, petit territoire – se sentent exister au sein de l'Union Européenne ; elles sont particulièrement actives à Bruxelles avec des représentations, et y font un lobbying intense. Ces expériences confirment que l'échelon régional, soit pour la Suisse l'intercantonalité, suisse occidentale en ce qui nous concerne, est une dimension qui devient idéale pour affronter des enjeux plus globaux et complexes et développer ensemble des politiques publiques qui puissent nous faire exister en Europe. Les conférences des directeurs cantonaux, telle celle de la CGSO, ainsi que échanges fréquents entre députés de différents Parlements, se révèlent donc désormais indispensables.

Personnes de contact, responsables de la délégation :

Fabienne FREYMOND CANTONE,

Présidente du FIR, Députée au Grand Conseil du Canton de Vaud
079 / 778.92.28

Christine CHEVALLEY

Vice-Présidente du FIR, Députée au Grand Conseil du Canton de Vaud
079/216.97.01

Véronique COPPEY

Vice-Présidente du FIR, Députée au Grand Conseil valaisan
079/213.85.56

André SCHÖNENWEID,

Vice-Président du FIR, Député au Grand Conseil fribourgeois
079 / 230.60.83